

Unité Interdépartementale 39-71  
Antenne de Chalon-sur-Saône  
1 rue Georges Feydeau  
71100 CHALON-SUR-SAONE

Le 27 avril 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 22/02/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **DOLE BIOGAZ**

Zone d'activités La Combe  
39100 BREVANS

Références : CP/MV/2022/C\_083

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/02/2022 dans l'établissement DOLE BIOGAZ implanté Zone d'activités La Combe 39100 BREVANS. L'inspection a été annoncée le 18/02/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection du site de DOLE BIOGAZ s'inscrit dans le cadre du plan pluri-annuel de contrôle de l'inspection des installations classées qui prévoit notamment que les nouvelles installations doivent faire l'objet d'une visite d'inspection dans l'année qui suit leur mise en service.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DOLE BIOGAZ
- Zone d'activités La Combe 39100 BREVANS
- Code AIOT dans GUN : 0005906069
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

DOLE BIOGAZ exploite une unité de méthanisation sur la commune de Brevans depuis avril 2021.

Le projet initial, qui envisageait une technologie par voie sèche, a été autorisé le 19 mai 2015. Il n'a pas été construit.

En 2019, les évolutions techniques et le retour d'expérience des partenaires ont finalement conduit l'exploitant à retenir la technique par voie semi-liquide. Les prescriptions de l'autorisation de 2015 ont été adaptées pour encadrer le nouveau projet. Elles ont été prescrites par voie d'arrêté complémentaire le 28/01/2020.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- conformité des aménagements au dossier
- gestion des eaux
- prévention et gestion des situations accidentelles

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Surveillance de l'installation et astreinte	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 9	/	Sans objet
Comportement au feu des locaux	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 15	/	Sans objet
Installations électriques	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 21	/	Sans objet
Système de détection	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 22	/	Sans objet
Formation	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 28	/	Sans objet
Digesteur et post-digesteur - Dispositifs de rétentions	Arrêté Préfectoral du 19/05/2015, article IX.1.13	/	Sans objet
Digestats liquides - Rétention	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 30	/	Sans objet
Gestion des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 19/05/2015, article IV.4.6	/	Sans objet
Bassins et cuves de collecte des effluents	Arrêté Préfectoral du 19/05/2015, article IV.4.5	/	Sans objet
Confinement des eaux d'incendie	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 39	/	Sans objet
Bassin de réserve d'eau de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 19/05/2015, article VIII.2.3	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Conformité au dossier de demande	Arrêté Préfectoral du 19/05/2015, article 1.1.3 du titre 1	/	Sans objet
Digestats liquides - Drainage	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 30	/	Sans objet
Confinement des eaux d'incendie	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 39	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'inspection a permis de constater que les installations ont été globalement configurées selon les orientations prévues dans les dossiers de porter-à-connaissance adressés au préfet en 2019.

Certains aménagements n'avaient pas encore été réalisés. Notamment :

- le bâtiment principal ne comportait pas de détecteurs de fumées,
- les réseaux de drainage mis en place sous les cuves de stockage ne disposaient pas de système d'alarme,
- la plateforme positionnée à proximité de la réserve d'incendie n'était pas équipée de prises de raccordement pour les services d'incendie.

Les autres non-conformités portaient sur l'absence de transmission ou de mise à disposition de documents.

Enfin, il n'a pas été possible de statuer sur la conformité de certains équipements ou aménagements en l'absence de documents justificatifs (comportement au feu des bâtiments, dimensionnement de la capacité confinement du site...). Il est demandé à l'exploitant de les communiquer à l'inspection des installations classées.

## 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle :** Conformité au dossier de demande

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/05/2015, article 1.1.3 du titre 1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Conformité au dossier de demande
<b>Prescription contrôlée :</b> Sauf disposition contraire mentionnée dans le présent arrêté, les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont construites, disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier joint à la demande d'autorisation unique déposé par le demandeur.
<b>Constats :</b> L'installation mise en service est celle décrite dans le « porter à connaissance » adressé au préfet du Jura en 2019 pour l'informer de la modification du process initialement prévu dans le dossier de demande d'autorisation de 2014.  Le changement de technologie concerne : <ul style="list-style-type: none"><li>• les digesteurs : les 2 digesteurs de 1250 m<sup>3</sup> en voie sèche initialement prévus ont été remplacés par 1 seul digesteur voie liquide d'un volume utile de 5100 m<sup>3</sup>,</li><li>• la cuve de méthanisation liquide a été remplacée par un post-digesteur, appelé "cuve de maturation", d'un volume utile de 5100 m<sup>3</sup> qui reçoit les digestats issus du digesteur.</li></ul> Le bassin aérien de stockage des digestats liquides a été remplacé par une cuve béton couverte par une membrane simple peau permettant d'éviter, entre autre, la dilution des digestats.  L'exploitant avait gardé la possibilité de valoriser le biogaz produit selon deux scénarios : 1 - épuration du biogaz en biométhane pour l'injecter dans le réseau de distribution, 2 - combustion dans un moteur de cogénération et dans une chaudière (chauffage des installations).  L'exploitant n'a finalement retenu que le scénario d'épuration/injection dans le réseau. L'installation de cogénération n'a pas été mise en service.  La chaudière "biogaz" a une puissance de 0,62 kW, inférieure au seuil de 1 MW de classement sous la rubrique 2910 de la nomenclature des installations classées relative aux installations de combustion.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Surveillance de l'installation et astreinte

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 9
<b>Thème(s) :</b> Autre, Surveillance de l'installation et astreinte
<b>Prescription contrôlée :</b> Une astreinte opérationnelle vingt-quatre heures sur vingt-quatre est organisée sur le site de l'exploitation. L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'un service de maintenance et de surveillance du site composé d'une ou plusieurs personnes qualifiées, désignées par écrit par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients induits et des produits utilisés ou stockés dans l'installation.  Ce service pourra être renforcé par du personnel de sous-traitance qualifié. Lorsque la surveillance de l'exploitation est indirecte, celle-ci est opérée à l'aide de dispositifs connectés permettant au service de maintenance et de surveillance d'intervenir dans un délai de moins de 30 minutes suivant la détection de gaz, de flamme, ou de tout phénomène de dérive du processus de digestion ou de stockage de percolat susceptible de provoquer des déversements, incendies ou explosion. L'organisation mise en place est notifiée à l'inspection des installations classées. <b>Constats :</b> L'exploitant a décrit l'organisation mise en place pour la surveillance de l'installation.  L'exploitation et la maintenance du site ont été déléguées à la société SYCOMORE spécialisée dans l'exploitation et la maintenance d'installations de méthanisation. La société SYCOMORE appartient au groupe KEON, également propriétaire de TER'GREEN qui détient plus de 40 % de Dole Biogaz.  L'exploitation est assurée par un responsable et deux techniciens salariés de SYCOMORE.  En dehors des heures de présence du personnel, une astreinte reposant sur 3 personnes est assurée. L'agent d'astreinte dispose d'un téléphone permettant un suivi des paramètres d'exploitation. Il effectue une ronde le samedi. Le respect du délais d'intervention de moins de 30 minutes n'a pas pu être vérifié lors de l'inspection.  <b>Non conformité n°1 :</b> L'organisation mise en place reste à notifier à l'inspection des installations classées.  <b>Demande de complément n°1 :</b> L'exploitant précisera comment cette organisation permet le respect du délais d'intervention de moins de 30 minutes.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Comportement au feu des locaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 15
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Résistance au feu
<b>Prescription contrôlée :</b> Lorsque les équipements de méthanisation sont couverts, les locaux les abritant présentent : - la caractéristique de réaction au feu minimale suivante : matériaux de classe A1 selon NF EN 13501-1 (incombustible) ; - les caractéristiques de résistance au feu minimales suivantes : murs extérieurs et murs séparatifs REI 120 (coupe-feu de degré 2 heures) ; planchers REI 120 (coupe-feu de degré 2 heures) ;  R : capacité portante ; E : étanchéité au feu ; I : isolation thermique.

<p>Les toitures et couvertures de toiture répondent à la classe BROOF (t3), pour un temps de passage du feu au travers de la toiture supérieur à 30 minutes (classe T 30) et pour une durée de la propagation du feu à la surface de la toiture supérieure à 30 minutes (indice 1).</p> <p>Les ouvertures effectuées dans les éléments séparatifs (passage de gaines et canalisations, de convoyeurs) sont munies de dispositifs assurant un degré coupe-feu équivalent à celui exigé pour ces éléments séparatifs.</p> <p>Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b> Les équipements de méthanisation ne se limitent pas au digesteur et post-digesteur, il s'agit de l'ensemble des équipements nécessaires au process de méthanisation.</p> <p>Un bâtiment accueille les installations de stockage des matières (fumiers), de préparation et d'incorporation de ces matières dans le digesteur.</p> <p>En l'absence des justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu de ce bâtiment le jour de la visite, le respect des dispositions relatives à son comportement au feu n'a pas pu être contrôlé.</p> <p><b>Non conformité n°2 :</b> Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu concernant le bâtiment accueillant les installations de stockage des intrants (fumiers) et l'incorporatuer n'étaient pas consultable par l'inspection des installations classées le jour de la visite.</p> <p><b>Demande de complément n° 2 :</b> L'exploitant les adressera à l'inspection des installations classées.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites</p> <p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

#### Nom du point de contrôle : Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 21
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.</p> <p>...</p> <p>A compter du 01/07/2022</p> <p>Les installations électriques des dispositifs de ventilation et de sécurité (torchère notamment) de l'installation (y compris celles relatives aux locaux de cogénération et/ou d'épuration) et les équipements nécessaires à sa surveillance sont raccordées à une alimentation de secours électrique.</p>
<p><b>Constats :</b> Le contrôle initial des installations électriques a été réalisé du 10 au 12 décembre 2021. Un compte-rendu Q18 comportant des observations a été remis à l'exploitant par l'organisme de contrôle.</p> <p>L'exploitant a indiqué l'avoir adressé au constructeur de l'installation pour qu'il engage les mesures correctives. Le jour de l'inspection, il n'avait pas de visibilité sur les actions faites ou à faire.</p> <p><b>Demande complément n°3 :</b> Il est attendu de l'exploitant qu'il précise à l'inspection le calendrier du plan d'action découlant du contrôle des installations électriques.</p>
<p><b>Observations :</b> Alimentation de secours électrique (disposition introduite par l'arrêté du 17 juin 2021 applicable au 01/07/2022)</p> <p>Le site ne dispose pas d'alimentation de secours pour les installations électriques des dispositifs de ventilation et de sécurité (torchère notamment) de l'installation (y compris celles relatives aux locaux d'épuration) et les équipements nécessaires à sa surveillance.</p>

L'exploitant a précisé que le poste de transformation desservant le site était alimenté par 2 lignes distinctes ce qui limitait notablement le risque de perte d'alimentation électrique au niveau des installations.

En première analyse, l'inspection estime cet argument insuffisant. En effet, le site ne serait plus alimenté si un problème survenait au niveau du poste de transformation.

L'exploitant confirmera avoir pris ses dispositions pour satisfaire à la première phrase du 4<sup>ème</sup> alinéa de l'arrêté ministériel du 10/08/2010 (alimentation de secours électrique) le 01/07/2022.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

#### Nom du point de contrôle : Système de détection

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 22

**Thème(s) :** Risques accidentels, Système de détection

**Prescription contrôlée :**

Chaque local technique est équipé d'un détecteur de fumée. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

**Constats : Non conformité n°3 : Le bâtiment accueillant les installations de stockage des matières (fumiers), de préparation et d'incorporation de ces matières dans le digesteur n'est pas équipé de détecteurs de fumée.**

L'installation de préparation et d'incorporation des matières dans le digesteur est automatisée. Elle fonctionne en dehors des heures de présence du personnel.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

#### Nom du point de contrôle : Formation

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 28

**Thème(s) :** Autre, Formation

**Prescription contrôlée :**

Avant le démarrage des installations, l'exploitant et son personnel d'exploitation, y compris le personnel intérimaire, sont formés à la prévention des nuisances et des risques générés par le fonctionnement et la maintenance des installations, à la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et à la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Les formations appropriées pour satisfaire ces dispositions sont dispensées par des organismes reconnus ou des personnels compétents sélectionnés par l'exploitant. Le contenu des formations est décrit et leur adéquation aux besoins et aux équipements installés est justifiée. La formation initiale mentionnée à l'alinéa précédent est renouvelée selon une périodicité spécifiée par l'exploitant et validée par les organismes ou personnels compétents ayant effectué la formation initiale. Le contenu de cette formation peut s'appuyer sur des guides faisant référence.

A l'issue de chaque formation, les organismes ou personnels compétents établissent une attestation de formation précisant les coordonnées du formateur, la date de réalisation de la formation, le thème, le contenu de la formation et sa durée en heures. Cette attestation est délivrée à chaque personne ayant suivi les formations.

**Constats :** Le personnel d'exploitation bénéficie d'une formation interne dispensée par leur employeur SYCOMORE, spécialisé dans l'exploitation d'installations de méthanisation.

<p>Le jour de la visite, seul le responsable d'exploitation avait suivi l'ensemble du cursus prévu. Les attestations de formation des techniciens n'ont pas pu être consultées sur place.</p> <p><b>Non conformité n°4 : L'ensemble du personnel n'a pas encore bénéficié du cursus complet de formation prévu par l'employeur.</b></p> <p><b>Demande de complément n°4 : L'exploitant confirmera que l'ensemble du personnel d'exploitation a suivi la totalité de la formation initiale. Les attestations de formation des techniciens n'ayant pas pu être consultées sur place seront adressées à l'inspection des installations classées.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Digesteur et post-digesteur - Dispositifs de rétentions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/05/2015, article IX.1.13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositifs de rétentions
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le digesteur et la cuve de maturation doivent être étanches en vue de prévenir toute infiltration dans les sols et ne pas être à l'origine de nuisances olfactives.</p> <p>Une capacité de rétention, le cas échéant effectuée par talutage, est associée au digesteur et à la cuve de maturation pour retenir les matières en cours de traitement en cas de débordement ou de perte d'étanchéité des équipements (pour le volume situé au-dessus du niveau du sol). Cette capacité de rétention est dimensionnée dans le respect des règles de calcul fixées au chapitre VIII.4 du présent arrêté.</p> <p>Un dispositif de drainage est mis en place sous le digesteur et à la cuve de maturation. Il consiste à placer une matière drainante entre une géomembrane étanche et la paroi étanche de l'équipement de sorte à recueillir les éventuelles fuites qui sont alors dirigées vers un collecteur, quelle que soit la localisation de ces fuites. Un système avec alarme permet de détecter la survenue d'une éventuelle fuite.</p> <p>L'étanchéité du digesteur et à la cuve de maturation fait l'objet d'une vérification initiale puis périodiquement selon les préconisations du constructeur. Ces contrôles font l'objet d'un rapport tenu à disposition de l'Inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats : <u>Rétention</u></b></p> <p>Une capacité de rétention effectuée par talutage est prévue pour retenir les produits en cas de perte d'étanchéité ou de débordement des cuves (digesteur, post-digesteur et stockage du digestat liquide). D'après le dossier de l'exploitant, le volume nécessaire est de 9 000 m<sup>3</sup>.</p> <p>L'inspection a permis de constater que les merlons ont été implantés conformément au plan du dossier. Cependant, en l'absence de document justificatif, il n'a pas possible de vérifier le volume de rétention ainsi constitué.</p> <p><b>Demande de complément n°5 : L'exploitant devra adresser les justificatifs à l'inspection (plans, coupes, notes de calcul...).</b></p> <p><u>Drainage</u></p> <p>Un dispositif de drainage est mis en place sous le digesteur, le post-digesteur et la cuve de stockage du digestat liquide. Une matière drainante est placée entre une géomembrane étanche et la paroi étanche de l'équipement. Les éventuelles fuites sont dirigées vers un collecteur muni d'un regard de contrôle.</p> <p>L'exploitant s'assure de l'absence de fuite par un contrôle visuel des regards de contrôle. Il n'a pas équipé ce dispositif d'un système d'alarme.</p> <p><b>Non conformité n°5 : Le dispositif de drainage mis en place sous les cuves n'est pas équipé d'un système d'alarme.</b></p> <p><u>Vérification initiale</u> : L'exploitant a confirmé avoir réalisé les tests d'étanchéité des cuves (tests à l'eau) mais ne disposait pas des justificatifs le jour de l'inspection.</p>



<b>Demande de compléments n°6 - Ils sont à adresser à l'inspection.</b>
<p><b>Observations :</b> L'article VIII.4 auquel renvoie cette prescription a été abrogé par l'arrêté préfectoral complémentaire du 28/01/2020 pris suite au porter à connaissance adressé au préfet du Jura pour l'informer des modifications du projet.</p> <p>Néanmoins, la capacité de rétention a été dimensionnée selon la règle de calcul initialement prévue et qui est celle reprise dans l'arrêté ministériel du 12/08/2010 modifié :          Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</li> <li>• 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Digestats liquides - Rétention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 30
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositifs de rétentions
<p><b>Prescription contrôlée :</b>          L'installation est en outre munie d'un dispositif de rétention, le cas échéant effectué par talutage, d'un volume au moins égal au volume du contenu liquide de la plus grosse cuve, qui permet de retenir le digestat ou les matières en cours de traitement en cas de débordement ou de perte d'étanchéité du digesteur ou de la cuve de stockage du digestat.</p>
<p><b>Constats :</b> Une capacité de rétention effectuée par talutage est prévue pour retenir les produits en cas de perte d'étanchéité ou de débordement des cuves (digesteur, post-digesteur et stockage du digestat liquide). D'après le dossier de l'exploitant, le volume nécessaire est de 9 000 m<sup>3</sup>.</p> <p>L'inspection a permis de constater que les merlons ont été implantés conformément au plan du dossier. Cependant, en l'absence de document justificatif, il n'a pas été possible de vérifier le volume de rétention ainsi constitué</p>
<b>Demande de complément n°5 : L'exploitant devra les adresser à l'inspection (plans, coupes, notes de calcul...).</b>
<p><b>Observations :</b> La capacité de rétention a été dimensionnée selon la règle de calcul classique et reprise dans l'arrêté ministériel du 12/08/2010 modifié :          Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</li> <li>• 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### Nom du point de contrôle : Digestats liquides - Drainage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 30
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Drainage cuves de digestats liquides
<p><b>Prescription contrôlée :</b>            Pour les cuves enterrées, en cas d'impossibilité de mettre en place une cuvette de rétention, justifiée dans le dossier d'enregistrement, un dispositif de drainage est mis en place pour collecter les fuites éventuelles.</p>
<p><b>Constats :</b> La cuve de stockage des digestats liquides est semi-enterrée et ne dispose pas de cuvette de rétention.</p> <p>Un dispositif de drainage est mis en place sous la cuve de stockage du digestat liquide. Une matière drainante est placée entre une géomembrane étanche et la paroi étanche de l'équipement. Les éventuelles fuites sont dirigées vers un collecteur muni d'un regard de contrôle. L'exploitant s'assure de l'absence de fuite par un contrôle visuel des regards de contrôle. Il n'a pas équipé ce dispositif d'un système d'alarme.</p>
<p><b>Observations :</b> L'article IX.1.13 de l'arrêté d'autorisation prévoit que le dispositif de drainage mis en place sous le digesteur et le post-digesteur soit munis d'un système d'alarme permettant de détecter une fuite éventuelle.</p> <p>Le même dispositif de drainage a été mis en place sous la cuve de stockage des digestats liquides qui présente le même risque. En cohérence, il convient également d'imposer la mise en place d'un système d'alarme associé ce dispositif.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### Nom du point de contrôle : Gestion des eaux pluviales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/05/2015, article IV.4.6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des eaux pluviales
<p><b>Prescription contrôlée :</b>            Les eaux pluviales collectées sur les zones de stockage des digestats solides, sur la zone de chargement de ces matières et sur la zone de stockage des substrats solides non couverts sont dirigées vers le bassin d'eaux sales.            Les eaux pluviales de toitures sont dirigées, sans traitement, vers le bassin d'eau propre.            Les eaux pluviales de voiries susceptibles d'être polluées (hors déversement accidentel) sont dirigées vers un dispositif de type débourbeur/déshuileur. En sortie de ce dispositif, les eaux pluviales restant polluées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles sont dirigées vers le bassin d'eau propre.</p> <p>Le bassin d'eau propre dispose d'une surverse vers le milieu naturel dont les caractéristiques sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Nature des effluents : surverse du bassin de collecte des eaux propres avec un débit limité à 3,6 l/s.</li> <li>- Traitement : débourbeur-séparateur d'hydrocarbures sur le réseau de collecte des eaux de voiries, en amont du bassin.</li> <li>- Milieu naturel récepteur : zone d'infiltration de 3600 m<sup>2</sup></li> </ul>
<p><b>Constats :</b> Les échanges avec l'exploitant et les vérifications conduites dans le cadre de l'inspection n'ont pas permis d'établir la conformité du système de collecte des eaux pluviales avec les prescriptions imposées.</p> <p>En effet, les plans consultés n'étaient pas suffisamment précis, notamment au niveau du débourbeur/déshuileur.            L'exploitant n'a pas été en mesure de clarifier le fonctionnement du système (positionnement du débourbeur/déshuileur par rapport au circuit des eaux propres, existence et position du point de</p>

rejet du bassin d'eau propre, fonctionnement de la surverse).
<b>Demande de complément n°7 : Il est attendu de l'exploitant qu'il adresse à l'inspection le mode d'emploi du système de collecte, de stockage et de rejet des eaux pluviales ainsi que le plan des réseaux actualisé.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Bassins et cuves de collecte des effluents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/05/2015, article IV.4.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Bassins et cuves de collecte des effluents
<b>Prescription contrôlée :</b> L'établissement comporte les bassins suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>• bassin d'eaux propres de 600 m<sup>3</sup>. Une quantité d'eau minimale de 120 m<sup>3</sup> (réserve d'eau incendie) est maintenue en permanence dans ce bassin ;</li> <li>• bassin d'eaux sales de 700 m<sup>3</sup>. Un volume disponible d'au moins 120 m<sup>3</sup> est maintenu en permanence dans ce bassin (capacité de rétention des eaux d'extinction d'incendie).</li> </ul>
<b>Constats :</b> L'établissement dispose de 2 bassins de collecte des eaux pluviales. L'un reçoit les eaux en provenance des zones de stockage et de manipulation des substrats et des digestats solides, l'autre les eaux pluviales de voiries et de toitures.  L'exploitant ne disposait pas des justificatifs des volumes des bassins. Ils sont à communiquer à l'inspection.  Les bassins ne sont pas équipés d'indicateur de niveau si bien qu'il n'est pas possible de vérifier le volume d'eau (réserve incendie dans le bassin d'eaux propres) ou le volume disponible (confinement des eaux d'incendie dans le bassin d'eaux sales) des bassins.  <b>Demande de complément n°8 : Il est attendu de l'exploitant qu'il précise la façon dont il s'assure de la présence permanente d'au moins 120 m<sup>3</sup> d'eau dans le bassin d'eaux propres et de la disponibilité d'un volume de 120 m<sup>3</sup> dans le bassin d'eaux sales.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Confinement des eaux d'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 39
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Confinement des eaux d'incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.  [...]  En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif d'obturation à déclenchement automatique ou commandable à distance pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées.</p> <p>Ces dispositifs permettant l'obturation des différents réseaux (eaux usées et eaux pluviales) sont implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou les épandages accidentels. Ils sont clairement signalés et facilement accessibles et peuvent être mis en œuvre dans des délais brefs et à tout moment. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs. Cette consigne est affichée à l'accueil de l'établissement [...]</p>
<p><b>Constats :</b> Le confinement des eaux d'extinction se fait en partie dans le bassin des eaux sales situé à l'extérieur des bâtiments. La canalisation sortant du bassin des eaux sales est équipée d'une vanne guillotine actionnable manuellement à partir d'une bouche à clé placée près du bassin.</p> <p><b>Non conformité n° 6 : La consigne définissant les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs reste à rédiger et à afficher.</b></p>
<p><b>Observations :</b> La vanne guillotine n'est ni automatique ni commandable à distance. Or, à compter du 01/07/2022, le dispositif d'isolement du confinement externe devra pouvoir être actionnable à distance ou se déclencher automatiquement.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Bassin de réserve d'eau de lutte contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/05/2015, article VIII.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyen de lutte contre l'incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Le bassin de réserve d'eau d'incendie dispose :  ▪ d'une voie d'accès pour les engins de secours ;  ▪ d'une plate-forme avec prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter avec un débit de 60 m³/h.  L'exploitant est en mesure de justifier au Préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de la réserve en eau.</p>
<p><b>Constats : Non conformité n°6 : Le bassin de réserve d'eau d'incendie dispose d'une plateforme mais celle-ci n'est pas équipée de prises de raccordement pour permettre au service d'incendie de s'alimenter dans la réserve.</b></p> <p>Dimensionnement de la réserve : voir le point de contrôle "bassins et cuves de collecte des effluents"</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet